



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/12917
7 novembre 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 7 NOVEMBRE 1978, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'ANGOLA AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'un communiqué publié par le Ministère de la défense de la République populaire d'Angola, le 7 novembre 1978.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire publier ce texte en tant que document du Conseil de sécurité, en connexion avec la question de l'agression de l'Afrique du Sud contre la République populaire d'Angola.

L'ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire,

Représentant permanent auprès de
l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) ELISIO de FIQUEIREDO

Annexe

Communiqué publié par le Ministère angolais de la défense
le 7 novembre 1978

Au peuple angolais, aux militants du MPLA-Parti des travailleurs, et aux combattants des FAPLA (Forces armées populaires pour la libération de l'Angola) :

La patrie angolaise est à nouveau menacée. Les forces racistes sud-africaines, au service de l'impérialisme international, ont organisé et sont en train d'exécuter une attaque de grande envergure contre le territoire menacé de notre nation. Au moment précis où l'Angola et le Zaïre prennent des mesures énergiques afin de normaliser leurs relations conformément aux vœux de tous, grâce à l'ouverture du pont de Luau qui permettra le passage d'une nouvelle voie ferrée internationale si importante pour cette partie de l'Afrique, des nuages sombres s'amoncellent à nouveau au-dessus de notre pays.

Sous le prétexte de neutraliser les légitimes efforts de libération entrepris par les combattants de la SWAPO, le Gouvernement fasciste de Pretoria a mis au point un plan d'attaque de notre pays sur plusieurs points. Cependant, l'objectif réel est de détruire les importantes réalisations si difficilement obtenues par notre peuple et de compromettre la stabilité de la République populaire d'Angola.

Poursuivant sans relâche leur agression avec impunité, les racistes sud-africains, forts du soutien qu'ils ont toujours reçu des pays impérialistes, se préparent à attaquer notre population, à détruire les richesses de notre peuple, et à faucher des vies innocentes.

Au cours de ces dernières semaines, l'armée de l'air sud-africaine s'est livrée à des violations répétées de notre espace aérien, effectuant des opérations militaires de reconnaissance pour préparer les nouvelles attaques prévues.

A plusieurs occasions, nous avons dénoncé ces actes de provocation, mais sans résultat.

Peuple angolais, nos villes de Lubango, Mocamedes, Menongue, Ongiva, les villages de Matala, Kahama, Calueque, Porto Alexandre, Umbi, Chibemba, Chibema, Omkwabwawemo, Amime, Muongo, Mulemba, Chivale, Ejito, Chitumbo, Chiede, Capinde sont tous directement menacés.

Lobito, Benguela, Huambo et même Luanda sont également en danger.

Masses laborieuses, peuple angolais, soldats et officiers des FAPLA, nous devons immédiatement nous préparer à défendre nos villes et nos villages.

Nous devons aujourd'hui démontrer une fois de plus la justesse des ordres de notre camarade Président, selon qui "tout citoyen est et doit se considérer comme un soldat".

Nous devons atteindre les objectifs de défense définis par les autorités constituées à cette fin. Nous devons nous renforcer et défendre le pays et les richesses de notre peuple par tous les moyens. Nous défendrons notre peuple.

Peuple angolais, sur ordre du Commandant en chef des forces armées, le camarade Agostinho Neto, Président du MPLA-Parti des travailleurs et Président de la République populaire d'Angola, un couvre-feu obligatoire entrera immédiatement en vigueur dans les zones menacées.

Toutes les ressources de la nation seront mobilisées là où cela s'avérera nécessaire pour la défense de la République populaire d'Angola contre l'agression armée que prépare la République raciste d'Afrique du Sud.

Nous lançons en outre un appel à la communauté internationale pour qu'elle prenne des mesures contre cette menace du régime raciste de Pretoria, qui cherche non seulement à attaquer la souveraineté nationale et territoriale de la République populaire d'Angola, mais également à aggraver délibérément la dégradation de la situation en Afrique australe.
